



Édito

Il est temps de refonder la pensée théologique islamique

par Ghaleb BENCHEIKH

Article écrit après les attentats de janvier 2015



Notre nation a connu une terrible épreuve. L'ignominie et le terrorisme abject ont frappé au cœur de Paris. Un véritable carnage. Et nous ne pouvons pas nous contenter seulement de dénoncer ces actes qui nous révulsent et de condamner leurs auteurs, sans réserve, ni nous résoudre dans une résignation morose à subir la prochaine attaque...

D'ailleurs, qui dit dénoncer entraîne aussitôt qu'il faut annoncer : clamer haut et fort qu'aucune raison, si légitime soit-elle, ne saurait justifier le massacre des innocents et aucune cause, si noble soit-elle, ne prépose la terreur aveugle. Nous scandons jusqu'au rassasement ce que nous avons toujours proclamé: on ne peut pas et on ne doit pas se prévaloir d'un idéal religieux pour semer la haine. *suite en page 2*

Un article de Henry MARTY-GAUQUIÉ
membre du Conseil scientifique
de l'association
paru dans la lettre du CIHEAM
pages 5 à 7

**CONFÉRENCE D'OCTOBRE
OUVERTE À L'INSCRIPTION**
page 8
INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

CONFÉRENCES PROGRAMMÉES
page 9

PROGRAMME 2016 et AGENDA
page 10

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association EUROMED-IHEDN
chez COUSTILLIÈRE
48, rue Gimelli - 83000 TOULON
Tél : 06 34 19 28 79

Contact
entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr
Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillière
Chargé de communication : Daniel Valla

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

s'est tenue

jeudi 17 septembre,

Retrouvez-en

le compte-rendu

sur notre site

à partir de la mi- novembre

Merci de penser à être à jour de vos cotisations

en adhérant

ou en renouvelant
votre adhésion

pour le cycle 2015/2016

Voir bulletin d'inscription

(ou de réinscription) en dernière page

Soutenez l'association

en complétant votre engagement

par un don **bénéficiaire**

de la déduction fiscale.

*.... et bienvenue
aux nouveaux
adhérents*



Il est temps de refonder la pensée théologique islamique

suite de l'édito de Ghaleb BENCHEIKH

Il se trouve que des individus fanatisés affiliés à des groupes islamistes djihadistes ont décidé de déclencher une conflagration généralisée s'étalant sur un arc allant depuis le nord Nigéria jusqu'à l'île de Jolo. Et l'élément islamique y est franchement impliqué.

Chaque jour que «Dieu fait», des dizaines de vies sont fauchées par une guerre menée au nom d'une certaine idée de l'islam avec toutes les logorhées dégénérées qui usurpent son vocabulaire et confisquent son champ sémantique, devenus anxiogènes. Les exactions qui sont commises nous scandalisent et offensent nos consciences. L'incendie ne semble pas fixé, bien au contraire, ses flammes voudraient nous atteindre en Europe et nous brûler, chez nous, en France.

Cette guerre réclame de nous tous, qui que nous soyons, hommes et femmes de bonne volonté, mais surtout de nous autres citoyens musulmans de l'éteindre. Il est de notre responsabilité d'agir et de nous opposer à tout ce qui l'attise et l'entretient. Nous ne le faisons pas pour obéir à telle injonction ni parce que nous sommes sommés de nous «désolidariser» de la bête immonde. Nous agissons de la sorte, avec dignité, mus que nous sommes par une très haute idée de l'humanité et de la fraternité.

Nous ne céderons jamais à la psychose. C'est une déclaration de résistance et d'insoumission face à la barbarie. C'est aussi notre attachement viscéral à la vie, à la paix et à la liberté.

Après l'affliction et la torpeur, il est temps de reconnaître, dans la froideur d'esprit et la lucidité, les fêlures morales graves d'un discours religieux intolérant et les manquements à l'éthique de l'altérité confessionnelle qui perdurent depuis des lustres dans des communautés musulmanes ignares, déstructurées et crispées, repliées sur elles-mêmes.

Nous ne céderons jamais à la psychose. C'est une déclaration de résistance et d'insoumission face à la barbarie.

Outre les lectures sociologisante et géopolitique, nous reconnaissons que le drame réside dans le discours martial puisé dans la partie belligène du patrimoine religieux islamique –conforme à une vision du monde dépassée, propre à un temps éculé– qui n'a pas été déminéralisée ni dévitalisée. Des sermonnaires doctrinaires le profèrent pour «défendre» une religion qu'ils dénaturent et avilissent. Plus que sa caducité ou son obsolescence, il est temps de le déclarer anti-humaniste.

Au-delà des simples réformatives, par-delà le toilettage, plus qu'un *aggiornamento*, plus qu'un rafistolage qui s'apparentent tous à une cautérisation d'une jambe en bois, c'est à une refondation de la pensée théologique islamique qu'il faut en appeler, je ne cesse pour ma part de le requérir et je m'étais égosillé à l'exprimer.

En finir avec la «raison religieuse» et

la «pensée magique», se soustraire à l'argument d'autorité, déplacer les préoccupations de l'assise de la croyance vers les problématiques de l'objectivité de la connaissance, relèvent d'une nécessité impérieuse et d'un besoin vital. L'on n'aura plus à infantiliser des esprits ni à culpabiliser des consciences.

Les chantiers sont titanesques et il faut les entreprendre d'urgence: le pluralisme, la laïcité, la désintrication de la politique d'avec la religion, l'égalité foncière entre les êtres, la liberté d'expression et de croyance, la garantie de pouvoir changer de croyance, la désacralisation de la violence, l'Etat de droit sont des réponses essentielles et des antidotes primordiaux exigés.

Ce n'est plus suffisant de clamer que ces crimes n'ont rien à voir avec l'islam. Le discours incantatoire ne règle rien et le discours imprécatoire ne fait jamais avancer les choses. Ce n'est plus possible de pérorer que l'islam c'est la paix, c'est l'hospitalité, c'est la générosité... c'en est devenu insupportable. Bien que nous le croyions fondamentalement et que nous connaissions la magnanimité et la miséricorde enseignées par sa version standard, où jamais l'assassinat n'est la mesure de l'offense! C'est bien aussi une compréhension obscurantiste, passéiste, dévoyée et rétrograde d'une partie du patrimoine calcifié qui est la cause de tous nos maux.

Et il faut tout de suite la dirimer.



Il est temps de refonder la pensée théologique islamique

suite de l'édito de Ghaleb BENCHEIKH

Face à la barbarie, il vaut mieux vivre peu, debout, digne et en phase avec ses convictions humanistes que de végéter longtemps en louvoyant, en étant complice, par l'inaction, de ce qu'on réprouve

Nous ne voulons pas que la partie gangrène le tout. Les glaciations idéologiques nous ont amenés à cette tragédie généralisée. Nous devons les dégeler. La responsabilité nous commande de reconnaître l'abdication de la raison et la démission de l'esprit dans la scansion de l'antienne islamiste justifiée par une lecture biaisée d'une construction humaine sacralisée et garantie par «le divin».

Il est temps de sortir des enfermements doctrinaux et de s'affranchir des clôtures dogmatiques.

L'historicité et l'inapplicabilité d'un certain nombre de textes du corpus religieux islamique sont d'évidence, une réalité objective. Nous l'affirmons. Et nous en tirons les conséquences.

L'ancrage dans la modernité ne saurait se faire sans une modernité intellectuelle fondée sur l'esprit critique.

Je regrette que nous ne l'ayons pas fait dans notre pays, en France. Aucun colloque de grande envergure n'a pu se tenir, aucun symposium important n'a été organisé en vue de subsumer la violence «inhérente» à l'islam; pas la

moindre conférence sérieuse n'a été animée pour pourfendre les thèses islamistes radicales. Nous avons vécu sur la défaite de la pensée et l'abrase-ment de la réflexion. Il est vrai que la pusillanimité et la frilosité de nos «hiérarques» nous ont causés beaucoup de torts. Leur incurie organique



nous laisse attendre, tétanisés, la tragédie d'après. Or, face à la barbarie, il vaut mieux vivre peu, debout, digne et en phase avec ses convictions humanistes que de végéter longtemps en louvoyant, en étant complice, par l'inaction, de ce qu'on réprouve.

Encore de nos jours, dans de nombreux pays à populations majoritairement musulmanes, des régimes politiques sévissent sans légitimité démocratique. Ils gouvernent en domestiquant la religion et en idéologisant la tradition. Ils manipulent la révélation pour des fins autres que spirituelles.

Quel crédit peut-on accorder à leur participation à la coalition qui bombarde le prétendu «Etat islamique» alors que les criminels fous furieux du

califat de la terreur appliquent leurs doctrines et soutiennent leurs thèses? La monstruosité idéologique de l'EIL, dénommée Daesh, c'est le wahhâbisme en actes, rien d'autre. C'est le salafisme dans les faits, la cruauté en sus.

Nous sommes encore, dans des contrées sous «climat» islamique, à l'ère de la criminalisation de l'apostasie, des châtiments corporels, de la minoration de la femme, de la captation des consciences et de la discrimination fondée sur la base religieuse. Et cela au XXIe siècle, après en avoir «mangé» une décennie et demie! Or, on ne juge le degré d'avancement éthique d'une société qu'à l'aune du sort des

minorités en leur sein. Même si, in fine, dans une société libre, laïque et démocratique, il n'y a de majorité et de «minorité» qu'au Parlement. Parce que le citoyen y est appréhendé in abstracto de l'appartenance confessionnelle ou d'autres spécificités singulières... à quand la citoyenneté pour tous, chrétiens, yézidis, bahais, juifs, athées?

Un corpus polémologique virulent a existé dans la tradition islamique classique. Il est le véritable et le seul référentiel des groupes djihadistes. Il doit être totalement proscrit. Il n'est plus suffisant d'énoncer qu'il faut savoir relativiser le texte à son contexte et ne pas l'utiliser comme un prétexte pour un nouveau contexte.



Il est temps de refonder la pensée théologique islamique

suite de l'édito de Ghaleb BENCHEIKH

L'extrémisme est le culte sans la culture; le fondamentalisme est la croyance sans la connaissance; l'intégrisme est la religiosité sans la spiritualité

Nous avons la responsabilité et le devoir de combattre la réactivation de tous les processus qui l'installent et l'érigent en commandements célestes. Il incombe aux dignitaires religieux, aux imams, aux muphtis et aux théologiens de décréter plus que son inconvenance, mais le reconnaître comme attentatoire à la dignité humaine et contraire à l'enseignement d'amour, de bonté et de miséricorde que recèle grandement la Tradition.

Renouer surtout avec l'humanisme d'expression arabe qui a prévalu en contextes islamiques à travers l'histoire et le conjurer avec toutes les sagesses et les conceptions philosophiques éclairées du progrès et de la civilisation. Il est consternant que cet humanisme soit oblitéré, effacé des mémoires et totalement occulté. Les noms d'al-Asma 'i, de

Tawhîdî, de Miskawayh sont méconnus à cause d'une présentation de l'histoire atrophiée et mutilante. C'étaient eux et leurs émules qui avaient assis les fondements d'une civilisation impériale à l'architecture palatiale défiant l'éternité. Il est plus

affligeant encore que, dans la régression terrible que nous connaissons, ces grands noms soient ignorés de leurs propres et lointains descendants.

Savoir endiguer la déferlante extrémiste, ravalé le délabrement moral, guérir du malaise existentiel, en finir avec l'indigence intellectuelle et la déshérence culturelle. Aller vers l'universel. Ne pas s'arc-bouter sur les particularismes irrédentistes. Telle est la vision programmatique pour sortir de l'ornière dans laquelle nous nous débattons. L'extrémisme est le culte sans la culture; le fondamentalisme est la croyance sans la connaissance; l'intégrisme est la religiosité sans la spiritualité.

L'éducation, l'instruction, l'acquisition du savoir, la science et la connais-

du ressentiment et de la haine.

Gageons qu'après cette terrible tragédie, il y aura un véritable éveil des consciences afin de conjurer les ombres maléfiques de l'intolérance et du rejet pour construire ensemble, chez nous, en France, une nation solidaire et fraternelle avec un engagement commun au service de la justice et de la paix.

Cette nation reconnaîtra tous ses enfants sans exclusive, sans ostracisme. Notre modèle de vie dans une société ouverte, libre et démocratique, respectueuse des options métaphysiques et garante des orientations spirituelles de ses membres, pourra être transmis ailleurs et devra inspirer davantage les sociétés majoritairement musulmanes. Pour peu, surtout, que

les rapports internationaux ne soient plus empreints de réalpolitik ni d'indignations sélectives, ni de complaisance vis-à-vis des autocrates, ni de compromission avec des États «intégristes».

Faisons de cet événement tragique un événement spécifique: un moment histo-

rique, inaugural d'une ère promise d'entente et de paix entre les peuples et les nations.



Photo SIPA

sance sont les maîtres-mots combinés à la culture et l'ouverture sur le monde avec l'amour du beau et l'inclination pour les valeurs esthétiques afin de libérer les esprits de leurs prisons, élever les âmes, flatter les sens, polir les cœurs et les assainir de tous les germes



Pour une relation euro-méditerranéenne revitalisée après 2015

Henry MARTY-GAUQUIÉ Représentant en France de la Banque européenne d'investissement (BEI)
 Directeur des liaisons avec les Organisations Internationales non communautaires
 Membre du Conseil scientifique de l'association

Watch Letter n°34 - September 2015



Depuis les indépendances nationales, les sociétés arabes ont connu de profondes mutations : l'éducation s'est généralisée – notamment pour les filles – et les niveaux de natalité ont baissé ; l'habitat, les relations sociales et le modèle patriarcal ont été profondément impactés par l'urbanisation ; l'ouverture des sociétés et les nouvelles technologies ont considérablement accru l'information et les attentes des citoyens.

Par contraste, les structures politiques issues des années 1960 sont restées en grande partie inchangées, c'est-à-dire marquées par le poids de l'Etat, les habitudes autoritaires, les liens de la rente. Cet écart manifeste entre des compositions politiques immobiles et une jeunesse en mouvement constitue l'une des causes des révolutions arabes. Depuis 2011, le jeu est plus ouvert et seul l'accompagnement de cette nouvelle dynamique permettra une stabilité pérenne de la région. Pour autant, l'histoire des révolutions arabes est loin d'être déjà écrite.

L'incontournable question de la modernisation de l'État

Un processus conflictuel agite et continuera d'agiter en profondeur les sociétés arabes méditerranéennes en transition. Ce processus met en scène une logique de recomposition, souvent confuse, opposant de puissantes forces de mouvement – la jeunesse, les couches défavorisées, les partis en révolte contre l'Etat – et de considérables forces d'ordre : l'armée, les classes moyennes, mais aussi certains mouvements islamiques.

La situation en Libye et en Syrie montre le désordre et la violence que recèlent ces confrontations, tandis que la situation en Egypte témoigne de la puissance des logiques d'ordre. En Tunisie, la capacité de compromis montrée par les forces politiques et par la société civile apparaît comme un modèle de recomposition

politique concertée ; cela fait de la révolution tunisienne une exception heureuse, mais infiniment fragile.

De fait, la contradiction entre les aspirations libérales de la jeunesse et les réflexes autoritaires des couches conservatrices rend évidemment difficile la définition d'une perspective de long terme. Cependant, les constituants se sont attachés, au-delà de la gestion des urgences, à définir les principes d'un futur contrat social en réponse aux revendications des sociétés civiles. Cet exercice a mis en lumière la difficulté de la transformation de l'Etat : d'autoritaire et identitaire, celui-ci devrait se muer en régulateur et arbitre entre les différentes aspirations sociales, religieuses et économiques de la société.

Or, la redéfinition d'un État crédible au service d'un contrat social partagé est essentielle pour le relèvement d'une nation et sa capacité à restaurer la confiance dans la durée. Au cœur de cette mutation se trouve la résolution de la question de la rente. Elle s'inscrit en effet au plus profond des sociétés méditerranéennes comme ayant son origine dans la forte prévalence du lien - familial ou tribal - sur le droit. La rente explique les principales difficultés des sociétés méditerranéennes et les nombreuses frustrations emmagasinées durant tant d'années avant les soulèvements populaires de 2011. L'exclusion des zones rurales est liée à la protection du pouvoir concentré dans les zones riches et les capitales ; la marginalisation des jeunes résulte de l'accès aux postes par le capital social et non par le mérite ; les hauts niveaux de corruption s'expliquent par le monopole du pouvoir politique à distribuer la richesse.

Les constituants du Partenariat euro-méditerranéen étaient bien conscients de ce point nodal de la transformation des sociétés du Sud de la Méditerranée. Portés par l'esprit positif résultant des accords d'Oslo et de la résolution de la crise des Balkans, les concepteurs des accords de Barcelone escomptaient que les effets positifs du libre-échange induiraient des transformations politiques conduisant à éroder les rentes dans ces pays. Il n'en a rien été : en l'absence de politiques structurelles assurant la répartition de la richesse entre les territoires et les générations, les rentes privées se sont substituées aux rentes publiques quand les pays ont opéré leur désarmement douanier.



Pour une relation euro-méditerranéenne revitalisée après 2015

Henry MARTY-GAUQUIÉ Représentant en France de la Banque européenne d'investissement (BEI)
 Directeur des liaisons avec les Organisations Internationales non communautaires
 Membre du Conseil scientifique de l'association
Watch Letter n°34 - September 2015

La Méditerranée, bien public régional et mondial

Compte tenu de l'importance géostratégique de la Méditerranée, de sa vulnérabilité climatique, de ses insécurités humaines et de l'accumulation durable de risques telluriques, la réussite des processus de transition dans les pays du Sud devrait être regardée comme un « bien public régional et mondial » par la collectivité internationale.

C'est pourquoi la coopération internationale - de l'Union européenne en particulier - est essentielle pour accompagner ces transitions. Loin de songer à la création d'un nouvel appareil institutionnel pour la Méditerranée (dont l'histoire récente éclaire les limites et les espoirs déçus), il conviendrait de renforcer le maillage des institutions existantes autour de la politique euro-méditerranéenne qui est la seule à disposer de moyens significatifs en termes d'expertise, comme de dotations financières.

Et, afin d'assurer un appui efficace à la transition démocratique dans les pays arabes, il conviendrait de poser une dynamique d'accompagnement associant portage politique, appui financier et mutualisation des savoirs à travers des plateformes d'assistance technique de portée régionale comme celle du Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI). Créé en 2009 par la Banque mondiale et la BEI pour appuyer la modernisation des politiques publiques au Sud et à l'Est de la Méditerranée, le CMI réunit le soutien de 9 gouvernements dont 7 de pays des rives Sud et Est de la Méditerranée www.cmimarseille.org

Les mutations économiques des pays arabes en transition embrassent toute une série de domaines dont certains relèvent des choix de société, et d'autres de la convergence vers des standards internationaux en vue de faciliter l'insertion réussie dans une économie mondialisée.

A la catégorie des choix de société appartiennent deux nexus qui n'ont pas encore été ni pleinement analysés, ni arbitrés par les sociétés arabes en transition. Il s'agit d'une part, des priorités essentielles à l'organisation du développement humain: sécurité alimentaire/gestion des eaux/transition énergétique. Il s'agit d'autre part du nexus touchant à l'organisation sociétale : emplois/aménagement du territoire/décentralisation de la gouvernance. Sur ces questions, complexes mais incontournables, la coopération internationale ne peut qu'aider à l'arbitrage des peuples en facilitant la compilation des savoirs et leur dissémination à l'échelle régionale.

A la catégorie des points de convergence vers les standards de la mondialisation appartiennent trois axes, étroitement complémentaires: la composition progressive de chaînes de valeur euro-méditerranéennes par des co-productions entre Nord et Sud de la Méditerranée (i), l'appui au développement de l'économie de la connaissance et à la mobilité des personnes légalement installées sur l'espace commun (ii) et le soutien à l'économie rurale et au développement régional (iii).

Sur ces sujets, la coopération internationale peut être considérée comme décisive : de sa réussite dépendra un sens de l'appropriation et une vision régionale partagés entre le Nord et le Sud, gage de stabilité et mieux-vivre ensemble dans l'une des régions les plus fragiles d'un monde de plus en plus instable.

Chaînes de valeurs régionales et mobilité des savoirs

L'organisation du système productif entre les deux rives de la Méditerranée cantonne actuellement les économies du Sud sur des segments à faible valeur ajoutée autour de contrats de sous-traitance ; cette organisation favorise l'expatriation ou le déclassement de la main d'œuvre qualifiée de ces pays. Or, ce modèle économique est en contradiction avec la double mutation que connaissent les appareils de production mondialisés : d'une part, le rapatriement d'activités industrielles à l'intérieur des espaces régionaux ; d'autre part, la part croissante des services aux entreprises à forte valeur ajoutée (R&D, design, marketing...) dans les chaînes de valeur industrielles.

Les expériences américaine et japonaise montrent que le redéploiement de l'appareil productif sur leurs glacis méridional, intégré dans un espace régional organisé, est non seulement la garantie de conserver un appareil de production sur son propre sol mais aussi de le renforcer. C'est pourquoi les relations euro-méditerranéennes devraient favoriser des stratégies concertées de partage des chaînes de valeurs régionales, suivant la répartition de segments spécifiques capables d'offrir des opportunités d'emplois pour les jeunes qualifiés des pays du Sud. Pour réussir cette mutation, la coopération euro-méditerranéenne devrait aider les pays du Sud à investir dans le passage à la société de la connaissance et le renforcement du contenu technologique de leurs emplois. Cette transformation, qui ne peut être que graduelle, suppose d'abord la modernisation et l'ouverture internationale des appareils éducatifs par le développement des contenus pédagogiques, des normes de formation et des certifications d'enseignements qui tiennent compte des évolutions et des attentes des clientèles consommatrices des chaînes de valeurs dans lesquelles les pays du Sud auront réussi à s'insérer.

Ces transformations seraient grandement facilitées par la généralisation des échanges pédagogiques entre les deux rives de la Méditerranée favorisant la circulation des savoirs, l'appropriation de constats partagés et de solutions concertées. L'Euro-Méditerranée devrait pouvoir organiser ces mobilités des étudiants et enseignants, et financer les systèmes de convergence puis reconnaissance des formations. A cet égard, il faut reconnaître que le dispositif mis en place depuis un demi-siècle par le CIHEAM est unique dans la région.



Pour une relation euro-méditerranéenne revitalisée après 2015

Henry MARTY-GAUQUIÉ Représentant en France de la Banque européenne d'investissement (BEI)
 Directeur des liaisons avec les Organisations Internationales non communautaires
 Membre du Conseil scientifique de l'association
Watch Letter n°34 - September 2015

Développement territorial et modernisation rurale

La gestion centralisée des espaces territoriaux et la méfiance des pouvoirs autoritaires envers une population rurale abondante et peu éduquée ont suscité l'exclusion de larges parties des populations, notamment des jeunes ; ceux-ci n'ont souvent eu comme perspective que l'exode vers les grandes villes du littoral ou l'émigration à risque vers le Nord. La tension qui en est résulté a été un puissant facteur du soulèvement démocratique de 2010-2011 et persiste cinq années plus tard, sous forme d'une radicalisation que les récents événements de Tunisie sont venus, hélas, illustrer.

Pour autant, le modèle européen de modernisation de l'espace rural – basé sur l'exode et d'importants transferts financiers – n'est pas transposable dans les pays du Sud méditerranéen : l'abondance de la population concernée (entre 30 et 50% du total), son faible niveau d'éducation, le sous-équipement des villes peu demandeuses de main d'œuvre non qualifiée et l'absence de moyens financiers pour augmenter l'intensité capitaliste de l'activité agricole imposent un constat : le maintien de l'exploitation agricole familiale sera une nécessité.

Dès lors, si l'on tient compte des pressions qu'imposent le changement climatique et la précarité hydrique en Méditerranée, la seule option réaliste consiste à renforcer la productivité par l'amélioration des techniques familiales de culture, la prise en compte des contraintes environnementales, l'adoption de démarches qualitatives et la mise en place de circuits courts. Ces modernisations ont des implications culturelles et sociales fortes que seules les populations concernées peuvent arbitrer : développement de l'économie sociale et solidaire dans les territoires, politiques œuvrant à l'émancipation féminine dans le domaine coopératif et agricole, décentralisation de la gouvernance territoriale et de la décision bancaire du financement de l'économie, etc. La coopération de l'Union européenne peut toutefois les appuyer par la mise en place d'outils financiers spécifiques (tels que les financements à impact social, la microfinance et l'appui à l'économie sociale et solidaire) et par la valorisation de plateformes régionales d'échanges des savoirs, tous instruments qui sont relativement peu coûteux et très efficaces.

Les sociétés méditerranéennes des rives Nord et Sud sont aujourd'hui placées devant des défis collectifs : croissance et emplois durablement faibles, montée des inégalités et des crispations identitaires, modernisation défailante de l'Etat et revitalisation du « vouloir-vivre ensemble ». La transition économique et sociale à réaliser devra nécessairement s'appuyer sur une coopération euro-méditerranéenne revisitée pour appuyer trois points d'attention :

- la nécessité de poursuivre l'ouverture économique du Sud, mais en la conditionnant à la mise en place effective de politiques d'inclusion, stabilisatrices de ces sociétés ;
- un accompagnement vigilant des capacités de résilience des

économies dans leurs points de faiblesse : monde rural, activités informelles, gouvernance ;

- l'élargissement des opportunités offertes aux jeunes et aux femmes par la création de chaînes de valeur incluant le Sud sur des segments de productivité industrielle et de services partagés.

Pour l'Europe comme pour les économies du Sud, le choix est de définir ensemble une nouvelle coopération au service d'une vision régionale et d'un avenir commun. C'est dans cette perspective qu'il convient aussi de regarder les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) mis en place dans le cadre de l'agenda post-2015 des Nations-Unies : des cibles globales pour atteindre des résultats sur des intérêts communs transnationaux, quand bien même les réalités nationales et locales offrent un large éventail de diversités et d'enjeux spécifiques.

La Méditerranée est riche de son hétérogénéité. Cela ne doit toutefois pas l'empêcher d'avoir des dynamiques et des visions partagées sur les défis qui dépassent les frontières mais touchent toutes les sociétés.

La FEMIP : bras financier de l'Euro-Méditerranée

Créée en 2002 à la demande du Conseil européen et mise en œuvre par la Banque européenne d'investissement (BEI), la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) est l'instrument financier de la Politique européenne de voisinage Sud. Depuis sa création, elle a investi près de 18 milliards d'euros dans les 9 pays méditerranéens partenaires, dont 5 milliards signés et 4 milliards décaissés depuis le soulèvement démocratique de 2010-2011.

En réponse au Printemps Arabe, la FEMIP a substantiellement adapté ses activités :

- priorité au développement des PME et à la création d'emplois privés par l'appui au secteur bancaire local et l'apport de fonds propres aux entreprises ; mise en place d'un nouveau mécanisme de capital-risque de 300 millions en faveur des PME ;
- création d'une enveloppe à « impact social » au soutien de l'économie sociale et coopérative, ainsi qu'à la microfinance au Maroc, en Tunisie, Egypte, Jordanie, Liban ;
- appui aux programmes de logement social et à la création de villes nouvelles en Tunisie, Egypte, Maroc et Jordanie ; renforcement des financements aux structures scolaires et de formation professionnelle (Maroc, Tunisie) ;
- 30% des opérations signées consacrées au climat par la génération d'électricité renouvelable, l'amélioration de l'efficacité énergétique (notamment par les transports urbains), la distribution électrique en milieu rural, etc.

La BEI-FEMIP a également développé une assistance technique à projets (46 millions) et à modernisation des politiques publiques (37 millions). Elle est un acteur engagé des plateformes régionales d'assistance à modernisation des politiques publiques que sont le Secrétariat l'UpM, le CMI-Centre pour l'Intégration en Méditerranée et le fonds fiduciaire du Partenariat de Deauville.

Pour la période 2014-2020, le mandat de la BEI-FEMIP s'élève à près de 10 milliards d'euros.



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Conférence d'octobre ouverte à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Notre invité sera **Ghaleb BENCHEIKH**,

sur le thème :

Islam et citoyenneté



Docteur ès sciences, physicien d'une double formation scientifique et philosophique.

Président de la Conférence mondiale des religions pour la Paix.

Ecrivain essayiste.

Présentateur de l'émission *Islam* sur France 2.

Professeur, entre autres, à l'Institut international de la pensée islamique.

L'appartenance à la nation des citoyens musulmans implique qu'ils s'acquittent de leurs devoirs tout en jouissant de leurs droits inaliénables.

Les intellectuels, les philosophes et les théologiens parmi eux, avec d'autres penseurs, trouveront le cadre d'une vie citoyenne harmonieuse et engagée sous la voûte commune de la laïcité.

Pour cela, une refondation de la pensée théologique islamique est requise...

À PARIS

Mercredi 7 octobre

amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

**Date limite d'inscription à la conférence :
vendredi 2 octobre**

**Pensez à communiquer vos date et lieu de naissance lors
de votre inscription : plan vigipirate renforcé oblige.**

**Un dîner est organisé autour de notre invité
au Cercle de l'Ecole militaire,**

Nombre de places limité :

inscription jusqu'au mercredi 30 septembre

Le montant du dîner est de 35 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :

Association Euromed-IHEDN.

À MARSEILLE

*Organisée en partenariat avec la Villa Méditerranée
dans le cadre des Mardis de la Villa*

Mardi 20 octobre

cette conférence se tiendra à la **Villa Méditerranée**

Centre International pour le Dialogue et les Échanges en Méditerranée
Esplanade du J4 à Marseille.

Date limite d'inscription à la conférence : vendredi 16 octobre

Un dîner est organisé autour de notre invité

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 14 octobre

Le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :

Restaurant LES ARCENAUUX .

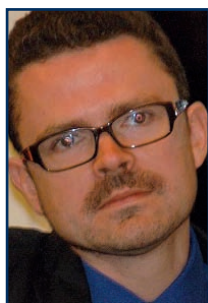


Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Prochaines conférences au programme, non ouvertes à l'inscription

Ces dates et ces thèmes sont maintenant définis.

Vous en trouverez les évolutions dans nos prochaines Lettres Mensuelles et sur le site www.euromed-ihedn.fr



Mardi 17 novembre à Marseille
Mercredi 18 novembre à Paris

Israël entre quatre murs : le complexe de sécurité face aux Printemps arabes

par Sébastien BOUSSOIS

Docteur en sciences politiques, conseiller scientifique et policy advisor chez ForMENA (Bruxelles), chercheur associé au CJB(Rabat/ Maroc) et au REPI (Université Libre de Bruxelles), enseignant en relations internationales, et consultant Moyen-Orient. Il est par ailleurs président du CCMO, le Cercle des Chercheurs sur le Moyen-Orient, écrivain, auteur de nombreux ouvrages.



Mercredi 2 décembre à Paris
Mardi 15 décembre à Marseille

Rôle du Qatar en région méditerranéenne

par Christian CHESNOT

Grand reporter au service étranger de France Inter depuis 2005. Arabisant, il est spécialiste du Moyen-Orient. Il a été correspondant free-lance en Egypte (1990-1992) et en Jordanie (1999-2004) jusqu'à sa prise d'otage en 2004.



Mercredi 20 janvier à Paris
Mardi 12 janvier à Marseille

La Méditerranée au Moyen âge : les hommes et la mer

par Michel BALARD

Agrégé d'histoire, il a été membre de l'École française de Rome de 1965 à 1968. Il est aujourd'hui professeur émérite de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Directeur de collection chez Hachette Supérieur.

Président de la Société Historique et Archéologique de Sucy-en-Brie (SHAS).

Président de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France qui rassemble une centaine de sociétés de la région..

Soirées réservées aux membres adhérents



Jeudi 3 décembre à Marseille
*organisé à Marseille
à l'Ecole de la 2ème chance.*

Mercredi 16 décembre à Paris

La question du droit maritime autour des nouveaux gisements en Méditerranée orientale

par Philippe DEZERAUD

*Commissaire en chef de la Marine (ER),
membre fondateur et administrateur de
l'association*



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Conférences en préparation

Les thèmes ainsi que les conférenciers pressentis peuvent évoluer en fonction de l'actualité et des disponibilités de chacun. Nous vous tiendront informés au fur et à mesure des validations.

Karim BITAR
La géopolitique et les impacts sur le tourisme

Isabel SCHAFFER
La politique de développement allemande en Afrique du Nord depuis 2011



Gilbert BUTI
Caravanes et caravaniers en Méditerranée au XVII^e et XVIII^e

Abdelnour BENANTAR
La dimension méditerranéenne de la sécurité algérienne

Farah HACHED
Dialectique Sécurité/Liberté

Lofti BOUMGHAR
Les islamistes à l'épreuve de la démocratie

Agenda

Retenez dès maintenant les dates des Conférences du premier semestre 2016

à Marseille

Mardi 12 janvier

Mardi 23 février

Mardi 22 mars

Mardi 19 avril

Mardi 17 mai

Mardi 14 juin

à Paris

Mercredi 20 janvier

Mercredi 10 février

Mercredi 23 mars

Mercredi 13 avril

Mercredi 18 mai

Mercredi 15 juin



Association Euromed-IHEDN - Cycle 2015/2016

Association reconnue d'intérêt général

Bulletin à compléter et à renvoyer en joignant votre règlement par chèque à l'ordre de Association Euromed-IHEDN
à l'adresse suivante : EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom Prénom

Prénom du conjoint si adhésion en couple

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Tél.

Fax

Bulletin d'adhésion Cycle 2015/2016

Je souhaite devenir membre
ou renouveler mon adhésion
à l'association Euromed-IHEDN

Je règle la cotisation annuelle d'un montant de
cocher la case correspondant à votre choix :

- 60 € (une personne)
 90 € (couple)
 Étudiant (gratuit)

La qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une
carte de membre actif d'Euromed-IHEDN valable
pour la durée du cycle en cours : septembre 2015
à juillet 2016.

Bulletin de générosité

Je soutiens l'association Euromed-IHEDN
dans ses projets en faveur de la sensibilisation
aux enjeux euro-méditerranéens.

Je désire bénéficier de la réduction fiscale prévue

Comment réduire votre impôt sur le revenu

66 % du montant de votre don sont déductibles de votre impôt
sur le revenu dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

un don de **100 €**

ne vous coûtera réellement que **34 €**

Je vous adresse un don

de €

Vous recevrez un reçu fiscal avec votre carte d'adhérent

